



Déclaration préliminaire au CTSD du 4 septembre 2014

Dans l'Education cette rentrée est marquée par l'arrivée de Mme Najat Vallaud-Belkacem au ministère de l'Éducation nationale. La FSU condamne fermement les attaques dont la ministre est la cible, attaque sexiste voire raciste de la part d'une certaine presse. Au-delà du symbole que représente l'arrivée pour la première fois d'une femme rue de Grenelle, ce qui importe, pour la FSU, c'est l'action qu'elle va conduire à partir de cette rentrée. Pour le syndicat l'urgence est à l'amélioration des conditions de travail des enseignants, levier indispensable pour la réussite de tous les élèves. L'urgence est aussi de rétablir la confiance avec des enseignantes et des enseignants des écoles lassés des annonces sans lendemain, en quête de sérénité, de considération et de moyens pour bien faire leur métier. Dans ce cadre, il faudra que soit confirmée la priorité au primaire, notamment en terme budgétaire.

Il faudra aussi que les chantiers ouverts soient poursuivis, qu'il s'agisse de la réforme de l'éducation prioritaire ou des dispositifs pédagogiques lancés l'an passé avec le « plus de maîtres que de classes » et la scolarisation des moins de trois ans ou des nouveaux programmes de maternelle.

Il faudra enfin que soient traités au plus vite les dossiers toujours en souffrance, tout particulièrement ceux de la direction d'école, de la formation continue et celui des salaires, avec notamment l'alignement du montant de l'ISAE (*Indemnité de Suivi et d'Accompagnement des Elèves*) sur celui de l'ISOE (*Indemnité de Suivi et d'Orientation des élèves*) perçue par les enseignants du second degré. L'ensemble des personnels de l'Education nationale avec tous les fonctionnaires réclament une augmentation générale des salaires avec l'arrêt du gel du point d'indice.

Les dossiers sont sur la table, le SNUipp-FSU demande des avancées concrètes pour l'école et les enseignants !

L'action syndicale et l'engagement de la profession ont permis d'obtenir des premières avancées qui se concrétisent cette année :

des avancées liées aux indemnités et au temps de service pour les directeurs et formateurs notamment.

Une remise en route de la formation initiale : 26 professeurs des écoles stagiaires seront formés à mi-temps à l'ESPE (*Ecole Supérieure du Professorat et de l'Education*) de Foix. Malgré tout une douzaine reste encore sans réelle formation initiale. Nous demandons que ces collègues bénéficient de davantage de journées de formation comme l'avaient proposé les formateurs du département.

Pour notre département, une carte scolaire à moyens constants signifie que tous les besoins d'ouverture n'ont pu être satisfaits et qu'il a fallu prononcer des fermetures pour faire face aux besoins d'ouvertures les plus urgents. Cela signifie également que le nombre de remplaçants ne pourra être significativement augmenté. A ce sujet, nous vous alertons sur le nombre très important de non remplacements de l'an dernier qui ont privé les élèves de nombreuses journées d'enseignement et mis les équipes en difficulté. Cette carte scolaire à moyens constants ne permettra pas non plus de revenir sur les suppressions massives des années précédentes avec notamment des RASED très incomplets privant ainsi d'aide spécialisée de nombreux élèves. La formation continue des enseignants se réduit désormais au minimum. Pour finir, les nouveaux dispositifs tels que le plus de maîtres que de classes ou la scolarisation des 2 ans n'ont été abordés qu'à la marge.

En ce qui concerne l'accueil du handicap, on nous informe que plusieurs enfants sont encore sans accompagnement en cette rentrée. Les mesures de CDisation des AVS constituent une avancée réclamée par notre syndicat mais qui reste pour l'instant bien trop limitée et qui maintient les personnels sur un horaire maximum de 24h hebdomadaire ne permettant pas d'avoir un salaire décent. Le recours encore massif aux contrats aidés CUI n'est pas digne de notre institution, il maintient dans la précarité des personnels sur des missions pourtant pérennes comme l'accompagnement des élèves ou l'aide administrative aux directeurs. Nous avons appris dernièrement que les personnels CUI devait désormais faire 20h au lieu des 24 qui leur étaient imposées. Nous souhaiterions avoir des précisions sur ce changement.

Depuis sa création, la FSU porte les besoins des écoles, du système éducatif et de tous ses personnels sans complaisance et en toute indépendance. Dans le contexte économique actuel avec les orientation du nouveau gouvernement, nous ne pouvons qu'être inquiets de la place des Service Publics. Pour nous, l'argent public doit permettre de développer les services utiles à toute la population. Les services publics ne sont pas une charge mais une chance !